

La grandeur de la France et à qui elle profite

A chaque fois qu'Alstom vend un TGV à l'étranger, ou Dassault des avions, le présentateur du journal télévisé prend un visage rayonnant, comme s'il venait d'apprendre que sa paye allait doubler ! "*Bonne nouvelle*", nous dit-on. Mais Alstom a beau vendre des trains et des téléphones, ses ouvriers continuent d'être licenciés ! C'est que les grosses commandes sont aussi pour le patron l'occasion d'investir dans des machines nouvelles plus rapides, et en échange de jeter encore une fournée de gens à la rue.

Le jeu des patrons avec nous, travailleurs, c'est "*pile je gagne, face tu perds*". Et ce n'est pas mieux quand ils font leurs fameuses délocalisations. Renault va par exemple monter une usine de Mégane au Brésil. Là-bas, il va se permettre d'embaucher à 12,70 F de l'heure, au lieu de 55 F en France.

Une fois que Renault aura créé ces emplois au salaire divisé par quatre, il va revenir nous voir, lui et les autres patrons, et nous dire : "*Attention, il y a la concurrence, les voitures produites à l'étranger coûtent moins cher. Il n'y a qu'une solution : accepter un nouveau plan de licenciements, ou une baisse de salaire, je dois rester compétitif*". Le résultat est que bientôt aucun travailleur ne pourra plus se payer de voiture.

Nos patrons se font très discrets sur leur puissance. Ils préfèrent se plaindre, par principe. Mais c'est plus de 2 millions de personnes dans le monde qu'ils emploient, et ils sont des milliers à y avoir des filiales.

On nous dit aussi que ces usines apportent là-bas une technologie moderne, créent des emplois. Mais cette présence, au contraire, concurrence de manière écrasante les anciennes économies artisanales ou paysannes, et font bien plus de chômeurs et de misère que ce que nous connaissons déjà ici. Si tant d'immigrés veulent fuir leur pays d'origine pour tenter leur chance dans un pays riche, c'est que leur condition déjà pauvre est devenue innommable ces dernières années.

Avons-nous intérêt, travailleurs, à ce que la France soit ainsi une des toutes premières puissances mondiales ?

Nos patrons, grâce à leur puissance, font effectivement le choix de traiter un peu mieux une partie du monde du travail, ici en France. Dans chaque usine, chaque atelier, un certain nombre bénéficie soit de sécurité d'emploi, soit de salaire meilleur. Mais l'ensemble des travailleurs n'y gagne que des illusions. Les patrons se servent de ces petits privilèges pour promettre un sort meilleur qu'ils ne donnent jamais à tous. Au contraire, la pauvreté croît chaque jour.

On nous dit aussi qu'il vaut quand même mieux vivre pas trop mal en France qu'en Afrique. Mais on l'a vu, chaque recul ouvrier au Brésil ou en Afrique est un point d'appui pour nos patrons pour forcer ici à de nouveaux reculs.

Là-bas, la révolte est toujours prête à éclater. Et lorsque les intérêts de nos patrons sont en jeu, on nous demande de soutenir de sales actions, ou même d'aller nous battre. C'est ce qui s'est passé lors de la guerre du Golfe, où un pays pauvre a voulu s'en prendre aux intérêts des trusts pétroliers.

Quand nos patrons internationalisent la production, c'est en nous opposant, en nous divisant, pour profiter de l'un puis de l'autre, ainsi de suite, sans fin. Il n'y a qu'une solution pour arrêter ce jeu infernal : nous entendre, travailleurs, par-delà les frontières. Le danger, ce n'est pas l'ouvrier étranger, ni le travailleur immigré, mais le patronat et d'abord le nôtre.

Il faut bâtir un autre monde. Seuls les salauds peuvent vivre confortablement dans un monde injuste. Et si pour être aux côtés de nos frères étrangers, il fallait un jour se priver de produits exotiques ou économiser sur le pétrole volé, nous serions encore loin de la misère qui leur est imposée ou de celle du RMIste. Nous pourrions même restituer une part des grasses réserves que nos riches ont dilapidées et accumulées.